

Zeitschrift:	Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Herausgeber:	Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Band:	73 (1985)
Heft:	[1]
Artikel:	Nouveau droit matrimonial : la propriété rurale renforcée
Autor:	Bugnion-Secretan, Perle
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-277425

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

NOUVEAU DROIT MATRIMONIAL LA PROPRIETE RURALE RENFORCEE

Les opposants au nouveau droit matrimonial invoquent, entre autres, le fait qu'il serait préjudiciable aux entreprises familiales, ce que sont généralement les exploitations agricoles. Nous avons voulu connaître l'avis des Femmes Paysannes sur ce point. Greta Brändli-Bührer de Samstagern (ZH) est à la fois paysanne et vice-présidente suisse de l'Union Démocratique du Centre. Mais elle ne craint pas de s'opposer sur cette question à son président, M. Blocher, qui a lancé le référendum contre le nouveau droit matrimonial.

Pour expliquer le point de vue de l'Association des Femmes Paysannes, G. Brändli-Bührer souligne le caractère particulier des exploitations agricoles : non seulement le mari et la femme travaillent ensemble à la ferme, mais souvent aussi les grands-parents et les enfants. Tous contribuent à maintenir l'exploitation en bon état de marche. « Etre paysan, ce n'est pas une profession comme les autres, c'est un mode de vie. »



Photo Eric Bastardot

L'agriculteur n'a pas un droit illimité à disposer de son bien. Il l'a généralement hérité à des conditions favorables, c'est-à-dire à la valeur de rendement et non à la valeur vénale. Et lorsqu'il ne pourra plus exploiter lui-même, celui de ses héritiers qui sera capable et désireux de la reprendre, pourra à son tour le faire à la valeur de rendement. Il ne pourrait en effet, guère le faire à la valeur vénale, qui est souvent 8 ou 10 fois plus élevée.

VALEUR VENALE

Ce principe a été fixé dès 1951 pour la transmission héréditaire dans l'agricultu-

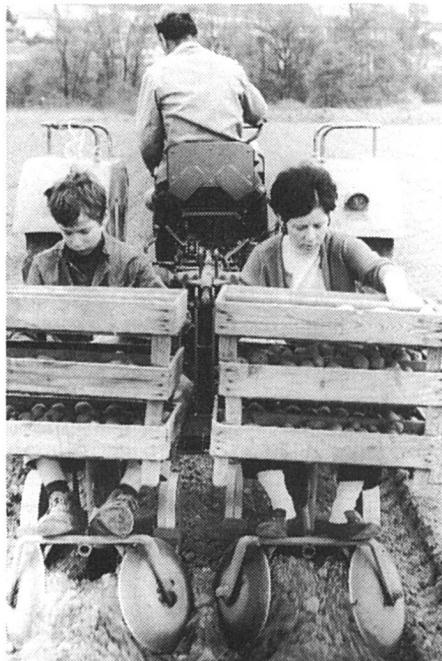


Photo Theo Frey

re (loi sur le maintien de la propriété rurale). Mais il n'a pas été repris jusqu'à maintenant dans les dispositions relatives aux biens matrimoniaux. Dans l'union des biens, qui est le régime légal et adopté par 95 % des couples, lors de la dissolution du mariage par décès ou divorce, l'évaluation des acquisitions est faite sur la base de la valeur vénale.

Pour ne pas compromettre l'exploitation familiale, l'époux survivant, qui est le plus souvent la femme, renonce généralement volontairement à se référer à la valeur vénale, et les problèmes se règlent à l'amiable au bénéfice de la survie de l'exploitation. Il n'en va pas de même en cas de divorce, et le nombre des divorces augmente dans l'agriculture comme ailleurs. L'agriculteur dont tout ou partie de la ferme est une acquisition réalisée pendant les années de mariage, se voit obligé d'accepter l'estimation à la valeur vénale.

C'est pourquoi les milieux agricoles ont insisté dans les discussions aux Chambres pour qu'on introduise dans le nouveau droit matrimonial un régime spécial pour l'agriculture, c'est-à-dire qu'on y reprenne le principe du partage

des acquêts sur la base de la valeur de rendement. C'est chose faite. Cela renforce la protection de la propriété agricole et répond à un vœu déjà ancien des milieux ruraux.

EGALITE ENTRE LES EPOUX

Cette nouvelle disposition ne favorise pas la femme paysanne, qui dans la majorité des cas survit à son mari sans cependant reprendre l'exploitation. En effet, sa part de travail qui, avec celui de son mari, a permis par exemple l'acquisition d'un terrain pour agrandir la ferme, cette part sera sous-estimée par rapport à sa valeur vénale.

L'Association des Femmes Paysannes en est consciente. Néanmoins, elle a pris position en faveur du nouveau droit matrimonial, parce qu'il renforce la protection de la propriété rurale, et parce qu'il fonde une relation générale d'égalité des droits entre les époux. Cette égalité n'est pas encore une réalité toujours vécue à la ferme, malgré le partage du travail entre le mari et la femme.

L'Association des Femmes Paysannes espère que les milieux agricoles reconnaîtront l'importance de l'intégration du régime matrimonial agricole dans le nouveau droit matrimonial. Elle est prête pour sa part à soutenir le nouveau droit matrimonial.

Perle Bugnion-Secretan

L'ASF ET LE DROIT MATRIMONIAL

L'assemblée des déléguées de 1984 a chargé les organes de l'Alliance de sociétés féminines de travailler à la rapide mise en vigueur du droit matrimonial en collaboration avec tous ceux qui partagent son opinion.

Mme Bener, avocate et présidente de l'ASF, a préparé un document qui relève les contradictions émaillant l'argumentation des promoteurs du référendum.

Nous reviendrons sur ce document dans un prochain numéro.